

mazars

Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

Fondation Nationale des Sciences Politiques

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mazars

Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire
et conseil de surveillance

Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

Fondation Nationale des Sciences Politiques

Fondation créée par l'ordonnance du 9 octobre 1945

Siège social : 27 rue Saint-Guillaume 75337 Paris cedex 07

SIREN : 784 308 249

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Au conseil d'administration de la Fondation Nationale des Sciences Politiques,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation Nationale des Sciences Politiques relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Elles ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la conformité aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 modifié par le règlement ANC n° 2020-08 du compte de résultat par origine et par destination (CROD) et du compte d'emploi annuel des ressources (CER), ainsi que le caractère approprié des modalités et hypothèses retenues pour leur élaboration, présentées dans la note « 8. Annexe au CROD et CER » de l'annexe aux comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

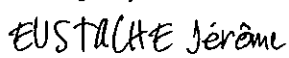
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 22 mai 2024

DocuSigned by:

3DCD59F6CF01441...

Jérôme EUSTACHE

Associé

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

COMPTES ANNUELS 2023

SOMMAIRE

BILAN	page 2
COMPTE DE RESULTAT	page 4
ANNEXE	page 7
1. Présentation générale	page 7
1.1. Informations relatives à la Fondation	page 7
1.2. Faits marquants	page 8
1.3. Evénements postérieurs à la clôture	page 8
1.4. Politique de gestion des dotations	page 8
1.5. Informations concernant les transactions effectuées avec des personnes physiques ou morales lorsqu'elles ne sont pas courantes et conclues à des conditions normales	page 9
1.6. Réaffectation des ressources dédiées à des projets finalisés	page 9
1.7. Principes, règles et méthodes comptables	page 9
2. Notes sur le bilan	page 10
2.1. Actif immobilisé	page 10
2.2. Actif circulant	page 14
2.3. Fonds Propres	page 18
2.4. Dettes	page 24
3. Notes sur le compte de résultat	page 30
3.1. Produits d'exploitation	page 30
3.2. Charges d'exploitation	page 31
3.3. Charges et produits financiers	page 31
3.4. Charges et produits exceptionnels	page 31
3.5. Charges et produits vis-à-vis des filiales	page 31
3.6. Contributions volontaires en nature	page 32
4. Autres informations	page 33
4.1. Effectifs	page 33
4.2. Honoraires du commissaire aux comptes	page 33
4.3. Tableau des filiales	page 34
4.4. Engagements hors bilan reçus	page 34
4.5. Engagements hors bilan donnés	page 35
5. tableau de rapprochement entre le Compte de Résultat et le Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD)	page 39
6. Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD)	page 40
7. Compte Emplois Ressources (CER)	page 42
8. Annexe au CROD et CER	page 43
8.1. Présentation générale du CROD & CER	page 43
8.2. Processus d'élaboration du CROD et CER	page 43
8.3. Détail des ressources collectées auprès du public (selon les distinctions propres à la FNSP)	page 44
8.4. Modalités de répartition des emplois et des ressources	page 44
8.5. Etat des effectifs bénévoles s'il y a appel public au bénévolat	page 44

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Bilan au 31 décembre 2023

ACTIF	31/12/2023			31/12/2022		PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net				
ACTIF IMMOBILISE						FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles						Fonds propres sans droit de reprise		
Frais d'établissement						Fonds propres statutaires	4 817 396	4 817 396
Frais de recherche et développement						Fonds propres complémentaires		
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	16 016 897	(14 820 839)	1 196 058	1 499 586		Fonds propres avec droit de reprise		
Immobilisations incorporelles en cours	345 064		345 064	285 730		Fonds statutaires		
Avances et acomptes						Fonds propres complémentaires	696 888	696 888
Immobilisations corporelles						Écarts de réévaluation	2 900 668	2 900 668
Terrains	81 414 855		81 414 855	81 414 855		Réserves		
Constructions	228 919 227	(78 112 152)	150 807 076	153 928 936		Réserves statutaires ou contractuelles	1 823 109	1 823 109
Autres immobilisations	51 280 832	(42 719 675)	8 561 156	9 368 548		Réserves immobilisée		
Immobilisations corporelles en cours	387 578		387 578	1 117 600		Réserves facultatives		
Avances et acomptes						Réserves pour projet de l'entité	58 321 501	58 321 501
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	94 444		94 444			Autres		
						Report à nouveau	2 116 648	0
						Excédent ou déficit de l'exercice	2 673 815	2 116 648
Immobilisations financières								
Participations et Créances rattachées	1 376 592	(1 134 123)	242 469	1 083 407		Situation nette (sous total)	73 350 025	70 676 210
Autres titres immobilisés	789 308	(8 007)	781 301	2 777 674		Fonds propres consommables	1 600 000	1 800 000
Prêts						Subventions d'investissement	14 810 729	15 189 832
Autres Dépôts et cautionnements	812 010		812 010	914 165		Subventions réglementés		
Total I	381 436 807	(136 794 797)	244 642 010	252 390 502	Total I		89 760 754	87 666 042

ACTIF	31/12/2023			31/12/2022		PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net	Net			
ACTIF CIRCULANT						FONDS REPORTES ET DÉDIÉS		
Stocks et en-cours						Fonds Reportés liés aux legs ou donations	117 310	
Créances						Fonds dédiés	25 075 081	22 228 023
Clients et comptes rattachés	33 078 302	(607 641)	32 470 661	29 898 095		Total II	25 192 391	22 228 023
Créances reçues par legs ou donations	24 454		24 454			PROVISIONS		
Autres								
Personnel						Provisions pour risques	535 798	1 268 018
Etat et autres collectivités publiques	19 938 924		19 938 924	20 501 966		Provisions pour charges	22 146 994	18 969 960
Groupe et associés	29 720		29 720	253 328		Total III	22 682 792	20 237 978
Contrats	13 338 521		13 338 521			DETTES		
Autres débiteurs	2 010 103	(100 000)	1 910 103	10 921 438				
						Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Valeurs mobilières de placement	18 000 000	(228 144)	17 771 856	16 500 000		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	175 664 048	182 415 523
Instruments de trésorerie						Emprunts et dettes diverses		
Disponibilités	102 795 460		102 795 460	79 729 365		Avances et acomptes reçus commandes		
						Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 558 224	7 693 206
Charges constatées d'avance	4 859 760		4 859 760	4 389 851		Dettes fiscales et sociales	18 136 223	15 442 493
Total II	194 075 243	(935 785)	193 139 458	162 194 042		Dettes des legs ou donations	1 588	
Frais d'émission d'emprunts (III)						Dettes sur immobilisations	2 626 178	4 455 303
						Avances Subventions	26 307 495	23 457 247
						Autres dettes	3 746 821	3 198 652
						Instruments de trésorerie		
Primes de remboursement des emprunts (IV)						Produits constatés d'avance	66 114 661	47 790 095
						Total IV	300 155 238	284 452 520
Écart de conversion Actif (V)	12 888		12 888	17 486				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	575 524 938	(137 730 582)	437 794 356	414 602 031		TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	437 794 356	414 602 031

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Compte de Résultat au 31 décembre 2023

	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	6 292	17 420
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	102 758 102	92 515 082
dont parrainages	936 036	1 119 337
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	95 296 027	92 477 028
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	200 000	200 000
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	1 468 054	1 609 533
Mécénats	4 115 176	3 880 441
Legs, donations et assurances-vie	0	
Contributions financières	8 006 706	9 990 965
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 555 357	1 815 662
Utilisations des fonds dédiés	7 930 939	9 162 717
Produits des activités annexes		
Autres produits	2 112 075	1 756 988
Total I	224 448 727	213 425 836
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	(45 364 492)	(45 672 349)
Aides financières	(14 203 289)	(12 990 271)
Impôts, taxes et versements assimilés	(2 275 869)	(1 963 319)
Salaires et traitements	(86 932 320)	(81 590 955)
Charges sociales	(40 031 192)	(37 880 849)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	(10 167 197)	(10 009 926)
Dotations aux provisions	(4 780 953)	(4 168 346)
Reports en fonds dédiés	(10 777 997)	(13 101 123)
Autres charges	(2 349 333)	(1 854 499)
Total II	(216 882 641)	(209 231 636)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	7 566 086	4 194 200

	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	84 765	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	578 166	78 975
Autres intérêts et produits assimilés	296	2 034
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	20 396	694 766
Différences positives de change	74 028	59 890
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	757 650	835 664
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	(1 085 852)	(38 580)
Intérêts et charges assimilées	(4 711 208)	(4 888 713)
Différences négatives de change	(49 189)	(187 469)
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	(5 846 248)	(5 114 762)
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	(5 088 599)	(4 279 098)
RÉSULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	2 477 487	(84 898)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	78 685	2 530 793
Sur opérations en capital	617 757	582 517
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	696 442	3 113 310
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	(337 714)	(887 212)
Sur opérations en capital	(162 401)	(24 552)
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	(500 114)	(911 764)
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	196 328	2 201 546
Participations des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	225 902 819	217 374 810
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	(223 229 004)	(215 258 163)
EXCÉDENT OU DÉFICIT	2 673 815	2 116 648

	31/12/2023	31/12/2022
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	(29 841 159)	(27 332 528)
Bénévolats		
TOTAL	(29 841 159)	(27 332 528)
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	5 889 072	4 597 575
Prestations en nature	23 952 087	22 734 953
Personnel bénévole		
TOTAL	29 841 159	27 332 528

ANNEXE**1. Présentation générale****1.1. Informations relatives à la Fondation**

La Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP) est une fondation de droit privé qui a pour objet de favoriser le progrès et la diffusion, en France et à l'étranger, des sciences politiques, économiques et sociales.

Elle détermine les grandes orientations stratégiques, assure la gestion administrative et financière de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, établissement public à caractère scientifique, et en détermine les moyens de fonctionnement.

La Fondation assure quatre missions institutionnelles :

- La recherche, spécialisée en sciences humaines et sociales dans les disciplines de l'histoire, de l'économie, de la sociologie, de la science politique et du droit ;
- La formation (initiale et continue) proposée à tous les niveaux de l'enseignement supérieur : Collège universitaire, Ecoles et masters, doctorats ;
- La documentation qui permet l'accès à une riche collection d'ouvrages et de revues relevant des sciences humaines et sociales, accessibles sous format papier et numérique ;
- L'édition universitaire, avec les Presses de Sciences Po qui contribuent à la diffusion de la production intellectuelle française en sciences sociales et humaines et constituent un instrument de rayonnement national et international.

Afin d'assurer ces missions, elle s'appuie sur divers moyens :

Elle passe des conventions avec l'État, les universités, toutes collectivités publiques ou privées, ou des particuliers, en vue de participer au fonctionnement d'établissements publics ou privés d'enseignement ou de recherche.

Elle a recours à la générosité des particuliers, auprès des diplômés et amis de Sciences Po, ainsi qu'au mécénat d'entreprises.

1.2. Faits marquants sur l'exercice

Le contexte de forte inflation a conduit à opérer un ajustement sur les droits de scolarité. Ainsi le conseil d'administration de décembre 2022 avait validé une augmentation des droits de scolarité pour l'année universitaire 2023-2024. Cette décision a eu pour impact une augmentation des droits de l'ordre de +2,7 M€, accompagnée également d'une hausse des bourses sur critères sociaux de +1,4 M€.

Par ailleurs, la dotation de l'État est en augmentation de +2,7 M€ sous l'effet principalement de la hausse du point fonctionnaire de 1,9 M€ rétrocédée en masse salariale.

Enfin, en termes d'immobilier, les travaux du 30, rue Saint-Guillaume ont été finalisés durant l'été 2023. Ces travaux ont permis d'améliorer l'accueil des étudiants avec la création de 8 salles de cours supplémentaires avec un plateau pédagogique et deux salles projets. Le prochain enjeu majeur sera la mise en œuvre du projet de rénovation de l'hôtel de la Meilleraye pour lequel une opération de relogement de grande ampleur sera nécessaire.

1.3. Événements postérieurs à la clôture

Sur le premier trimestre de l'année 2024 Sciences Po a été confronté à de nouvelles difficultés.

Le 13 mars 2024, Mathias Vicherat a pris la décision de démissionner de ses fonctions d'administrateur de la fondation et de directeur de l'IEP. La ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, en accord avec la Présidente de la FNSP, a nommé Jean Bassères comme administrateur provisoire de la FNSP et de l'IEP de Paris.

Jean Bassères a pris ses fonctions en tant qu'Administrateur provisoire le 27 mars 2024. Sa mission consistera à assurer la continuité des activités d'enseignement et de recherche de Sciences Po jusqu'à l'élection d'un nouvel administrateur. Le processus d'élection suivra les règles prévues par les statuts. Cette procédure devrait s'étendre jusqu'en septembre 2024.

1.4. Politique de gestion des dotations

Il n'existe pas à la FNSP de politique de gestion des dotations. En revanche le maintien de la valeur de la dotation initiale non consommable s'élevant à 4 817 k€ à laquelle s'ajoute l'écart de réévaluation de 1974 de 2 901 k€ doit être assuré. Ce point est validé par l'évaluation annuelle réalisée par un expert de nos biens immobiliers constituant la dotation initiale.

Au 31 décembre 2023, la valeur nette comptable des actifs constituant la dotation initiale est précisée au paragraphe 2.1 soit un total de 1 707 k€. La valeur vénale, suivant l'expertise menée le 23 décembre 2023 par Cushman & Wakefield, s'élève à 98 520 k€.

1.5. Informations concernant les transactions effectuées avec des personnes physiques ou morales lorsqu'elles ne sont pas courantes et conclues à des conditions normales

Aucune transaction n'a été réalisée à des conditions non courantes.

1.6. Réaffectation des ressources dédiées à des projets finalisés

En 2023 aucune réaffectation des ressources dédiées à des projets finalisés n'a été effectuée.

1.7. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice 2023 sont établis et présentés conformément au règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 (précisé et amendé par le règlement 2020-08) relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La FNSP établit ses comptes annuels dans le respect des principes du plan comptable général, conformément au règlement n° 2018-07 du 10 décembre 2018 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 pour les dispositions non couvertes par le règlement ci-dessus.

Les comptes sont établis dans le respect des principes de prudence, d'image fidèle, de régularité et sincérité, de comparabilité et continuité d'activité ainsi que de permanence des méthodes.

2. Notes sur le bilan

2.1. Actif immobilisé

Les actifs corporels non consommables détenus par la FNSP concernent le terrain et le bâtiment situé au 27 rue Saint Guillaume à Paris. Ces deux actifs sont inscrits au patrimoine depuis le 1^{er} janvier 1974. La valeur nette au 31/12/2023 de ces deux actifs représente pour le terrain un montant de 1 707 k€ et une valeur nulle pour le bâtiment. L'expertise effectuée en 2023 valorise ces actifs pour une valeur vénale de 98 520 k€.

2.1.1 Immobilisations incorporelles – Valeurs brutes

En k€	Notes de renvoi	31/12/2022	Transferts	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
Logiciels		15 888	0	129	0	16 017
Immobilisations incorporelles en cours		286	-93	152	0	345
TOTAL		16 174	-93	281	0	16 362

Les immobilisations incorporelles, principalement des logiciels, sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des coûts de développement, et en particulier des coûts d'assistance externe, qui sont intégrés dans le coût d'acquisition de ces immobilisations.

2.1.2 Immobilisations incorporelles – Amortissements et dépréciations

En k€	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
Amortissements droits, concessions, logiciels	14 389	432	0	14 821
TOTAL	14 389	432	0	14 821

Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une durée de 3 à 10 ans, à compter de la date de leur mise en service. Concernant les immobilisations incorporelles, aucune dépréciation n'a été comptabilisée.

2.1.3 Immobilisations corporelles – Valeurs brutes

En k€	Notes de renvoi	31/12/2022	Transferts	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
Terrains		81 415	0	0	0	81 415
Bâtiments		113 955	233	156	83	114 261
Installat° et aménagts sur immos en propriété	(1)	99 889	591	2 382	293	102 568
Installat° et aménagts sur immos en location	(2)	11 915	0	176	0	12 090
Matériels de transport		216	0	0	29	187
Matériels et mobiliers de bureau		11 518	0	230	0	11 748
Matériels informatique	(3)	20 436	93	1 384	3	21 910
Matériels divers		908	0	41	0	949
Matériels reprographique		368	0	0	0	368
Matériels audiovisuel	(4)	15 434	0	684	0	16 118
Immobilisations corporelles en cours		1 118	-823	93	0	388
Legs	(5)	0	0	94	0	94
TOTAL		357 172	93	5 240	408	362 097

- (1) Le poste « Bâtiments » (114 261 k€) comprend les immeubles détenus rue St Guillaume, rue des St Pères, rue de l'Université, et rue de la Chaise. En 2023 ce poste augmente de 305 k€ principalement en raison de la mise en service des travaux de rénovation du 30 rue St Guillaume pour un montant de 362 k€.
- (2) Le poste « Installations et aménagements sur immeuble en propriété » augmente de 2 679 k€ essentiellement en raison de la mise en service des installations et aménagements liés à la rénovation partielle du 30 rue St Guillaume pour un montant de 2 313 k€.
- (3) Le poste « matériels informatique » augmente de 1 474 k€, en lien notamment avec l'adaptation de nouvelles infrastructures pour les systèmes d'information (981 k€), et avec l'acquisition de nouveaux équipements (496 k€).
- (4) Le poste « Matériels audiovisuels » augmente de 684 k€ sur l'exercice ; il s'agit essentiellement d'aménagements audiovisuel dans le cadre de la rénovation partielle du 30 rue St Guillaume pour 104 k€, des sites parisiens pour 322 k€ et des salles de cours des campus en provinces pour 258 k€.

- (5) Le poste « Legs » augmente de 94 k€, il s'agit de la part d'un neuvième de l'appartement, estimé à 850 k€, reçu d'un legs à titre universel. Ce legs a été accepté lors du conseil d'administration de la FNSP du 24 mai 2023.

Le coût d'acquisition des immobilisations corporelles inclut les frais accessoires constitués par toutes les charges externes directement attribuables à l'acquisition ou à la mise en place des biens : droits de mutation, taxes, honoraires, commissions, frais d'actes, coût de préparation du site.

2.1.4 Immobilisations corporelles – Amortissements

En k€	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
Terrains	0	0	0	-
Bâtiments	23 948	2 664	46	26 567
Installat° et aménagts sur immos en propriété	38 160	3 654	168	41 646
Installat° et aménagts sur immos en location	9 722	178	0	9 900
Matériels de transport	144	38	29	152
Matériels et mobiliers de bureau	8 402	510	0	8 912
Matériels informatique	18 289	1 377	2	19 664
Matériels divers	827	43	0	871
Matériels reprographique	360	2	0	362
Matériels audiovisuel	11 489	1 269	0	12 758
TOTAL	111 342	9 735	245	120 832

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire, les durées d'amortissement selon l'application de la méthode de l'approche par composants sont les suivantes :

Constructions.....	40 ans
Gros œuvres et façades.....	40 ans
Installations générales, agencements, aménagements divers	30 et 15 ans
Matériel de transport.....	3 ans
Mobiliers et matériel de bureau.....	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans

Matériels reprographique, audiovisuel et divers..... 5 ans

Concernant les immobilisations corporelles, aucune dépréciation n’a été comptabilisée.

2.1.5 Immobilisations financières

En k€	Valeur brute 31/12/22	Augmentations	Diminutions	Valeur brute 31/12/23
Titres de participation	527			527
Créances rattachées à des participations (1)	850			850
Autres titres immobilisés	2 789	85	2 085	789
Dépôts garanties et cautionnement	914	41	143	812
TOTAL	5 080	125	2 227	2 978

(1) Prêt à la Librairie 850K€

Les immobilisations financières de la FNSP passent de 5 080 k€ en 2022 à 2 978 k€ en 2023.

Les titres de participation représentent la détention des trois filiales de la FNSP (Les Presses, La Librairie, et Sciences Po Services).

Ces titres sont enregistrés à leur coût d’acquisition en valeur brute. Chaque année un test de dépréciation est effectué en fonction de la situation nette de chaque filiale. Une dépréciation globale de 284 k€ est comptabilisée pour les titres de ces 3 filiales.

Le prêt consenti en 2021 à la Librairie des Sciences Politiques a fait l’objet d’un avenant en 2022 afin de modifier les modalités de remboursement dont la première échéance est exigible le 21 juin 2024. Au 31 décembre 2023, ce prêt a fait l’objet d’une dépréciation à 100%. La reprise de provision s’effectuera lors des prochains exercices à hauteur des remboursements effectués par l’emprunteur.

Les autres titres immobilisés sont les valeurs mobilières de placement dont la détention par la FNSP est durable et correspondent à la dotation complémentaire non consommable (cf. § 2.3.2 Fonds propres avec droit de reprise). Il s’agit initialement de dons, donations ou legs devant être placés en vue de produire un revenu annuel destiné à financer des bourses ou la création d’une chaire. Les placements à long terme sont dépréciés par comparaison avec leur valeur d’inventaire. Une moins-value latente de 8 k€ a été constatée sur certains de ces titres, les autres titres font apparaître à la banque une plus-value latente de 208 k€, soit une plus-value nette latente de 200 k€.

Au cours de l’exercice 2023 le placement du don AXA sur le contrat Allianz Fonds en Euros a été vendu pour un montant de 2 085k€ dont 85 k€ d’intérêts puis réinvesti pour un montant de 2 000k€ en Valeur Mobilières de Placements sur un CAT de 24 mois (1 000 k€) et un support en produits structurés (1 000 k€).

En 2023 le poste dépôts et cautionnements varie de -102 k€. Cette diminution correspond principalement aux dépôts et cautionnements des locaux quittés en mars 2023 ayant fait l’objet d’un remboursement (-134 k€).
Au 31/12/2023 les dépôts et cautionnements concernent presque exclusivement des loyers versés d'avance pour des locaux situés à Paris pour un montant de 805 k€.

2.2. Actif circulant

2.2.1 Créances clients et assimilés

En k€	Valeur brute 31/12/23	Dépréciations (cumul au 31/12/2023)	Valeur nette 31/12/23	Valeur nette 31/12/22
Créances - clients (dont groupe = 47)	1 686	52	1 634	1 163
Créances - étudiants, redevances de scolarité	25 196	549	24 647	22 256
Créances - entreprises, formation continue	2 818	7	2 811	1 866
Clients - Factures à établir	3 378	0	3 378	4 614
TOTAL	33 078	608	32 471	29 898

Les créances clients nettes et comptes rattachés passent de 29 898 k€ au 31/12/2022 à 32 471 k€ au 31/12/2023.
La diminution des factures à établir (-1 236 k€) provient principalement d’un nombre de dossiers en cours de traitement moins important que l’an passé. L’augmentation des créances étudiantes s’explique par le point précédent sur les factures à établir et également par une hausse des droits de scolarité.
Les créances présentant un risque de non-recouvrement sont dépréciées en fonction des risques les plus probables à la date d’arrêté des comptes et de l’ancienneté des créances.

2.2.2 Autres créances

Au 31/12/2023 une modification a été apportée à la présentation des états financiers du bilan concernant les comptes de produits à recevoir sur mécénats et contribution financières auparavant inclus dans le poste Autres débiteurs et dorénavant présentés sur le poste Contrats. Le tableau ci-dessous présente le comparatif de présentation des deux postes au 31/12/2022.

En €	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2022 suivant la présentation 2023
AUTRES CREANCES			
Contrats	13 338 521		9 719 193
Autres débiteurs	1 910 103	10 921 438	1 202 245

Les Autres débiteurs s'élèvent à 1 910 k€ au 31/12/2023 et s'élevaient à 1 202 k€ au 31/12/2022

En k€	Valeur brute 31/12/23	Provisions pour Dépréciations	Valeur nette 31/12/23	Valeur nette 31/12/22
Créances reçues par legs	24		24	0
Personnel	0		0	0
Etat - Subventions	19 939		19 939	20 502
Groupes et associés	30		30	253
Contrat	13 339		13 339	9 719
Autres débiteurs	2 010	100	1 910	1 202
TOTAL	35 342	100	35 242	31 677

Les autres créances nettes passent de 31 677 k€ au 31/12/2022 à 35 242 k€ au 31/12/2023. La hausse (+3 565 k€) est due à la diminution des comptes Etat-Subventions à recevoir (-563 k€), qui comportent les créances de subventions d'investissement, de subventions d'exploitation et des subventions de l'état, à l'augmentation des contrats (+3 619 k€) en raison de la comptabilisation des produits à recevoir sur mécénat et contribution financières (+3 636 k€) et à l'augmentation des autres débiteurs (+708 k€) principalement due aux avances et acompte fournisseurs (+682 k€).

2.2.3 Valeurs Mobilières de Placement

En k€	Valeur brute 31/12/22	Augmentations	Diminutions	Valeur brute 31/12/23
OPC (Ex OPCVM)	0	1 020	520	500
Produits structurés	0	1 000	0	1 000
Contrats de capitalisation	13 500	0	0	13 500
Obligations	3 000	30	30	3 000
TOTAL	16 500	2 050	550	18 000

Les valeurs mobilières de placement et assimilés détenues par la FNSP passent de 16 500 k€ au 31/12/2022 à 18 000 k€ au 31/12/2023. L'augmentation (+1 500 k€) provient des souscriptions à un placement en OPC pour un montant de 500 k€ et à un placement en produits structurés pour un montant de 1 000 k€ émis par la BNP garanti en capital à l'échéance.

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées à leur valeur historique et font l'objet d'une dépréciation si leur valeur liquidative au 31 décembre est inférieure à cette dernière.

Sur les 18 000 k€ de placements à l'actif circulant en 2023, il a été constaté une dépréciation de 228 k€ principalement sur le placement obligataire émis par la Banque Postale (-224 k€).

2.2.4 Charges constatées d'avance et produits à recevoir

Les charges constatées d'avance de l'exercice sont de 4 860 k€ au 31/12/2023, contre 4 390 k€ au 31/12/2022. Elles sont principalement composées de charges sur loyers (1 890 k€), de bourses de scolarité (1 220 k€).

Les produits à recevoir s'élèvent à 17 318 k€ à fin 2023 et sont constitués principalement des mécénats à recevoir et contributions financières à hauteur de 13 263 k€ et de factures à établir pour un montant de 3 378 k€, dont 1 523 k€ relatives aux droits de scolarité et 1 071 k€ aux prestations de la formation continue. La comptabilisation des produits à recevoir, au titre des mécénats en particulier, ressort de l'analyse juridique des conventions qui a été faite par la fondation.

2.2.5 Degré de liquidité des créances

En k€	Montant au bilan	Échéance	
		A moins d'un an	A plus d'un an
Créances clients et comptes rattachés	32 471	32 471	
Créances reçues par legs	24	24	
Personnel	0	0	
Etat et autres collectivités publiques	19 939	18 660	1 279
Groupe et associés	30	30	
Contrat	13 339	9 383	3 955
Autres débiteurs	1 910	1 910	
Charges constatées d'avance	4 860	4 860	
TOTAL	72 572	67 337	5 235

Les créances à moins d'un an s'élèvent à 67 337 k€. Le montant des créances à plus d'un an est de 5 235 k€ principalement pour des appels à dons de mécénats et contributions financières (3 955 k€).

2.3. Fonds Propres

2.3.1 Variation des fonds propres

Variation des Fonds Propres en k€		À l'ouverture de l'exercice		Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou Consommation		A la clôture de l'exercice	
		Montant		Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	
Fonds propres sans droit de reprise		4 817								4 817	
Fonds propres avec droit de reprise		697				0	0	0		697	
Ecart de réévaluation		2 901								2 901	
Réserves		60 145								60 145	
Report à nouveau		0		2 117						2 117	
Excédent ou déficit de l'exercice		2 117		-2 117		2 674				2 674	
Situation nette		70 676		0	0	2 674	0	0	0	73 350	
Fonds propres consommables		1 800				0		200		1 600	
Subventions d'investissement		15 190				239		618		14 811	
Provisions réglementées		0								0	
TOTAL		87 666		0	0	2 912	0	818	0	89 761	

À la suite de l'approbation des comptes 2022 signée lors du conseil d'administration du 24 mai 2023, l'excédent de résultat a été porté en report à nouveau portant son montant à 2 117 k€.

2.3.2 Fonds propres avec droit de reprise

Ce poste, correspondant à des donations affectées à des actions définies et identifiables non consommables, n'a pas évolué en 2023.

L'ensemble des dotations reçues avec droit de reprise s'élève à 697 k€ au 31/12/2023, et a fait l'objet de placements financiers portés au niveau des immobilisations financières.

2.3.3 Fonds propres consommables

Le fonds consommable AXA est utilisé et dédié au financement des frais de fonctionnement du centre AxPo à hauteur d'un dixième par an. Un montant de 200 k€ a été consommé au titre de l'année 2023. Le solde restant à utiliser s'élève à 1 600 k€ au 31/12/2023.

2.3.4 Subventions d'investissement

En k€	Autorité versante	Montant initial	Reprise cumulée au 31/12/22	Montant viré au résultat de 2023	Reprise cumulée au 31/12/23	Montant net au 31/12/23
Subvention travaux rue de la chaise	Autres fonds	79	45	4	49	30
	Fonds nationaux	15	3	3	6	9
	Fonds nationaux	1 111	1 111	0	1 111	0
Subvention travaux rue des St Pères	Fonds nationaux	645	617	7	624	21
Subvention travaux rue St Guillaume	Autres fonds	8	7	0	7	1
Subvention travaux Bibliothèque	Fonds nationaux	4 573	3 148	76	3 225	1 349
	Fonds de collectivités territoriales	1 600	1 453	9	1 462	137
	Autres fonds	9	9	0	9	0
Subvention rayonnage CHEVS	Autres fonds	28	22	1	23	6
Subvention travaux combles 26-28 Saints Pères	Fonds de collectivités territoriales	25	25	0	25	0
Subvention nouvelle Aquitaine Equipement numérique	Fonds de collectivités territoriales	614	473	87	560	54
Subvention campus Poitiers	Fonds de collectivités territoriales	116	86	0	86	30
Subvention campus de Dijon	Fonds de collectivités territoriales	463	161	43	204	259
Subvention campus du Havre	Fonds nationaux	4 280	3 814	27	3 840	440
Subvention Immobilier maintenance locaux	Fonds de collectivités territoriales	2 166	911	48	959	1 207
Subvention travaux et équipement du campus de Nancy	Fonds de collectivités territoriales	99	26	20	46	54
Subvention du campus de Reims	Autres fonds	342	342	0	342	0
Subvention accueil des personnes en situation de handicap	Fonds nationaux	1 174	585	46	630	543
	Fonds nationaux	250	8	6	15	235
	Fonds nationaux	164	10	8	18	146
Subvention accessibilité MESR	Fonds nationaux	4 000	0	0	0	4 000
Subvention espace convivialité 28 Saints Pères	Fonds de collectivités territoriales	1 218	928	26	954	263
Subvention MESR Mise en sécurité	Fonds nationaux	251	251	0	251	0
Subvention Salles de lecture	Fonds nationaux	72	71	1	72	0
Subvention Equipex DIME-SHS	Fonds nationaux	250	203	15	218	32
Subvention Labex LIEPP	Fonds de collectivités territoriales	1 000	37	33	69	931
Subvention Idéfi Forccast	Fonds de collectivités territoriales	1 000	42	37	79	921
Subvention CRIF Pavillon Innovation	Fonds de collectivités territoriales	2 000	171	103	274	1 726
Subvention CRIF Centre Expérimentation numérique	Fonds de collectivités territoriales	2 000	0	0	0	2 000
Subvention Ville de Paris Campus 2022	Fonds de collectivités territoriales	400	14	19	33	367
Subvention CRIF 2021 56 Saint Pères	Fonds de collectivités territoriales	49	0	0	0	49
Subvention CRIF SESAME						
Subvention CRIF Cevipof						
TOTAL		30 001	14 572	618	15 190	14 811

Le total net des subventions d'investissement s'élève à 14 811 k€ au 31/12/2023, contre 15 190 k€ au 31/12/2022. La diminution nette de ces fonds propres (-379 k€) est liée notamment à l'obtention en 2023 d'une nouvelle subvention de la région Normandie de 160 k€ pour le

financement du réaménagement du foyer étudiant en espace de restauration du campus du Havre et d’une subvention de la ville de Dijon de 30 k€ pour le financement de la remise à niveau des équipements informatiques et audiovisuels du campus de Dijon.

Les quotes-parts de subventions virées au compte de résultat (618 k€ en 2023 contre 578 k€ en 2022) couvrent les dotations aux amortissements de l’année des immobilisations financées par ces subventions.

Au 31/12/2023, quelques subventions ne font pas l’objet de quote-part virée au compte de résultat car les investissements qu’elles financent ne sont toujours pas mis en service et donc toujours pas amortis.

Autorité versante	Montant initial	Reprise cumulée au 31/12/22	Montant viré au résultat de 2023	Reprise cumulée au 31/12/23	Montant net au 31/12/23
Fonds nationaux	16 786	9 822	189	10 011	6 775
Fonds de collectivités territoriales	12 748	4 325	424	4 750	7 999
Autres fonds	466	424	5	429	37
TOTAL	30 001	14 572	618	15 190	14 811

Les subventions d’investissement proviennent essentiellement de fonds nationaux et de collectivités locales.

2.3.5 Provisions pour risques

En k€	Notes de renvoi	31/12/2022	Augmentations	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	31/12/2023
Perte de change		17	0	5	0	13
Litiges personnel		560	201	286	43	432
Litiges fournisseurs	(1)	573	0	0	550	23
Risques de reversement		117	26	6	69	68
TOTAL		1 268	228	297	663	536

1) Le délai de prescription étant atteint, la provision d'un montant de 550 k€ constituée en 2018 pour le litige avec la société Torran France a été reprise au 31 décembre 2023.

2.3.6 Provisions pour charges

En k€	Notes de renvoi	31/12/2022	Augmentations	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	31/12/2023
Engagement retraite	(1)	16 637	1 244	531	265	17 083
Réorganisation immobilière liée au 1 Saint Thomas	(2)	276	0	236	40	0
Réorganisation immobilière liée au 56 rue des St Pères	(3)	2 058	3 006	0	0	5 064
TOTAL		18 970	4 249	767	305	22 147

1) Le calcul de la provision pour indemnité de retraite est confié depuis 2018 à une société de conseil en actuariat spécialisée dans l'accompagnement des entreprises et des institutionnels en matière sociale. La méthode actuarielle utilisée pour cette évaluation est la « méthode des Unités de Crédit Projetées –Projected Unit Credit method ». En 2019, la FNSP a opté pour la comptabilisation de son engagement retraite selon la méthode dite du « corridor ». Ainsi, pour les indemnités de départ en retraite, les pertes/gains actuariels liés à l'expérience et/ou la modification d'hypothèses sont amortis dans les charges futures sur la durée moyenne probable de vie active

résiduelle des salariés après application d'un corridor de 10% du maximum entre la valeur des engagements et la valeur des actifs de couverture. Les modifications de régime sont amorties au premier euro sur la même durée résiduelle de vie active.

La valeur des engagements de fin d'année au 31/12/2023 s'élève à 14 241 k€ et se décompose de la façon suivante :

- Provision comptabilisée : 17 083 k€ ;
- Pertes et (gains) actuariels restant à amortir (engagements hors bilan) : -2 843 k€.

Les hypothèses démographiques (notamment l'âge de départ théorique) et le taux d'actualisation ont évolué cette année afin de tenir compte de la réforme des retraites promulguée en avril 2023. Le taux moyen de charges retenu est de 51% afin de respecter la réalité économique. Le taux d'actualisation, déterminé en fonction des taux d'émission des obligations du secteur privé de grande qualité (sous-entendu d'entreprises cotées AA et AAA) en euros pour des durations équivalentes à celles des engagements a été revu. En fonction des marchés financier aujourd'hui et compte tenu de la maturité des engagements (13,30 ans), le taux retenu est de 3,50% au 31 12 2023 (3,15% au 31 12 2022). L'hypothèse de l'âge de départ à la retraite a été modifiée cette année pour tenir compte de la réforme des retraites, l'âge de départ en retraite est fixé en ajoutant à l'âge de début de carrière, le nombre de trimestres nécessaires pour liquider la rente sécurité sociale sans abattement. Les carrières longues sont prises en compte dans la mesure où les conditions se sont largement assouplies, elles concernent beaucoup plus de salariés, notamment en raison de l'ajout d'un cas pour les salariés ayant commencé leur carrière avant 21 ans. L'élévation de cet engagement (+448 k€) est cohérente avec la hausse de l'ancienneté moyenne des salariés ainsi qu'avec la hausse de la masse salariale.

- 2) Le solde de la provision de 276 k€ permettant de finaliser le départ de la dernière adresse en location concernée par la réorganisation dans le cadre du déménagement à Saint Thomas, et de couvrir les coûts de logement nécessaires dans le cadre des travaux du 30 rue Saint Guillaume, qui se sont finalisés à la fin du mois de juillet 2023, a été reprise au 31 décembre 2023.
- 3) En 2022 une provision de 2 058 k€ a été constituée pour faire face à des opérations de logement dans le cadre des travaux de mise en sécurité et accessibilité de l'ERP situé au 56 rue des Saints Pères (l'hôtel de la Meilleraye). À la suite d'une mise à jour de l'évaluation des coûts de logement, une provision complémentaire a été comptabilisée sur l'exercice 2023 pour un montant de 3 006 k€ portant ainsi la provision à un montant total de 5 064 k€.

2.4. Dettes

2.4.1 Fonds dédiés et reportés

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DÉDIÉS

En k€ Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice	Reclassement	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
				Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation & concours publics*	6 435	0	2 014	2 278	0	0	6 171	1 223
Projets OFCE*	1 482		99	210			1 371	
Projet CNRS	363		0	13			350	
Chaire Outre-Mer	309		0	180			128	
Projets Recherches	2 326		293	655			1 965	
Projets Enseignements	1 324		993	834			1 483	1 213
Projets Chaire Santé	497		355	370			482	
Autres projets	135		273	16			392	10
Contributions financières d'autres organismes	9 380	0	3 018	2 658	0	0	9 740	0
Programme Mastercard	812		0	794			19	
Projets Project Liberty	2 950		1 462	492			3 920	
Projet Edt Bque de France	1 847		0	362			1 485	
Projets DFC	806		0	118			688	
Projets Recherches	1 593		423	550			1 465	
Projets Enseignements	1 312		1 133	284			2 160	
Autres projets	60		0	57			3	
Ressources liées à la générosité du public (I + II + III + IV)	6 413	0	5 746	2 996	0	0	9 163	255
I - Levée de fonds des particuliers	2 370	0	2 090	1 348	0	-4	3 108	0
Levées de fonds Particuliers	2 370		2 090	1 348		-4	3 108	
II - Ressources liées au mécénat	2 214	0	2 739	1 640	0	0	3 312	0
Projet Chaire UE	388		198	0			586	
Programme Mastercard	0		541	0			541	
Projet Latour	293		0	0			293	
Projet Axpo	338		280	69			550	
Projets Recherches	46		54	22			77	
Projets Enseignements	1 149		1 666	1 550			1 265	
III - Ressources liées aux investissements pluriannuels	1 563	0	918	1	0	4	2 484	0
Projet St Thomas	0		0	1		1	0	
Projet Campus 2030	1 563		0	0		4	1 567	
Projet 56 rue des St Pères	0		918	0			918	
IV - Ressources liées aux Max Lazard Bourse, Nathan Bourses et Vieux Pressoir	266	0	0	7	0	0	259	255
Max Lazard Bourses	11		0	7			3	
Nathan Bourses	89		0	0			89	
Vieux Pressoir	166		0	0			166	
TOTAL	22 228	0	10 778	7 931	0	0	25 075	1 479

Le poste Fonds Dédiés de 25 075 k€ est constitué des engagements nets à réaliser de l'année 2023 pour un montant de +2 847 k€ et de l'année 2022 pour un montant de 22 228 k€.

2.4.2 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

En k€	Notes de renvoi	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
Emprunt Crédit Coopératif 25 M€ imm 13 université		15 385		853	14 533
Emprunt La Banque Postale 13,2 M€ imm 13 université renegocié	(1)	10 916		388	10 528
Emprunt La Banque Postale 10 M€ imm 13 rue université		6 766		312	6 455
Emprunt CDC 4,4 M€ 9 Chaise	(2)	3 234		125	3 109
Emprunt CIC 4,4 M€ 9 Chaise		3 231		125	3 105
Emprunt PBB 70M€ acquisition St Thomas	(3)	69 504		2 416	67 089
Emprunt PBB 80 M€ travaux St Thomas	(4)	72 408		2 495	69 913
TOTAL		181 445	0	6 714	174 731

- (1) En décembre 2005, la FNSP avait financé l'acquisition de l'immeuble au 13 rue de l'Université et les travaux nécessaires au déménagement par :
- un emprunt de 25 M€ en décembre 2005 sur 30 ans à taux fixe,
 - un emprunt structuré de 15 M€ en novembre 2007 sur 30 ans dont le capital restant dû (13 162 k€) au 1^{er} avril 2015, a été refinancé par un prêt de même montant à échéance 25 ans et à taux fixe.
 - un emprunt de 10 M€ en mars 2008 sur 30 ans à taux fixe.
- (2) En 2011, la FNSP avait financé l'acquisition d'un immeuble au 9 rue de la Chaise par deux emprunts de 4,4 M€ chacun.
- (3) En 2016, la FNSP a financé l'acquisition du site de l'hôtel de l'Artillerie par un emprunt courant sur 30 ans, à taux fixe, avec une tranche principale de 70 M€ et une tranche secondaire de 7,5 M€ finançant les intérêts intercalaires à verser à l'issue d'une période différée courant jusqu'à la date de mise en service du bien en novembre 2021.
- (4) En janvier 2018, la FNSP a obtenu un emprunt de 80 M€ servant à financer les travaux du site de l'hôtel de l'Artillerie.

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit passent de 181 445 k€ au 31/12/2022 à 174 731 k€ au 31/12/2023. La diminution (- 6 714 k€) correspond aux remboursements des emprunts conformément à leur plan d'amortissement.

Le degré d'exigibilité des dettes financières, emprunt par emprunt, est le suivant :

En k€	Dernière échéance	Solde à rembourser au 31/12/23	Echéance à 1 an au plus (2024)	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus (2025 à 2028 inclus)	Echéance à plus de 5 ans (à partir de 2029 inclus)
Emprunt Crédit Coopératif 25 M€ imm 13 université	01/02/2036	14 533	885	3 890	9 758
Emprunt La Banque Postale 13,2 M€ imm 13 université ren	01/11/2040	10 528	407	1 844	8 277
Emprunt La Banque Postale 10 M€ imm 13 rue université	01/11/2037	6 455	327	1 485	4 642
Emprunt CDC 4,4 M€ 9 Chaise	01/02/2041	3 109	130	573	2 406
Emprunt CIC 4,4 M€ 9 Chaise	20/02/2041	3 105	130	573	2 402
Emprunt PBB 70M€ acquisition St Thomas	24/12/2046	67 089	2 388	9 425	55 276
Emprunt PBB 80M€ travaux St Thomas	31/12/2047	69 913	2 441	9 442	58 030
TOTAL		174 731	6 709	27 232	140 791

La majeure partie des échéances des emprunts (140 791 k€ sur 174 731 k€) devra être remboursée à partir de l'exercice 2029.

2.4.3 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

En k€	31/12/2023	31/12/2022	Variation
Fournisseurs hors groupe	4 659	6 377	-1 718
Fournisseurs groupe	51	30	21
Retenue de garantie Fournisseurs	56	3	52
Factures non parvenues hors groupe	5 418	5 738	-320
Factures non parvenues groupe	0	0	0
TOTAL	10 184	12 149	-1 964

Les postes « fournisseurs et comptes rattachés » et « Dettes sur immobilisations » sont passés de 12 149 k€ au 31/12/2022 à 10 184 k€ au 31/12/2023.

La diminution globale de ces postes (-1 964 k€) est due principalement à la baisse des dettes d’immobilisation (-1 829 k€) notamment celle de Sogelym Dixence, promoteur du projet St Thomas (- 1 190 k€).

2.4.4 Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales s’élèvent à 18 136 k€ au 31/12/2023 contre 15 442 k€ au 31/12/2022.

Ce poste comprend principalement :

- Les montants dus aux organismes sociaux au titre du 4ème trimestre 2023 (7 267 k€),
- La provision brute correspondant à la rémunération des enseignants (3 005 k€),
- La provision pour congés payés relative à 2023 (3 345 k€).

L’augmentation de ce poste (2 694 k€) s’explique notamment par l’augmentation des montants dus aux organismes sociaux au titre du 4ème trimestre 2023 après la minoration constatée sur 2022 du fait de l’imputation du trop versé à l’Administration au titre des années 2017 à 2019, mais également par l’augmentation de la provision congés payés. En effet, à la date de la clôture, la transposition dans le Code du travail français du droit européen nécessite la constitution d’une provision complémentaire liée à l’acquisition de congés payés pendant tout arrêt maladie.

2.4.5 Avances de subventions reçues

Le montant des avances de subventions reçues s'élève à 26 307 k€ au 31/12/2023 contre 23 457 k€ en 2022. Cette hausse (+2 850 k€) est liée à de nombreux financements de projets pour lesquels une avance est versée au démarrage. Il s'agit notamment d'avances sur financements européens dans le domaine de la recherche (+ 1 107 k€). Les avances des projets ERASMUS ont également augmenté de 1 023 k€.

2.4.6 Autres dettes

Les autres dettes s'élèvent à 3 747 k€ au 31/12/2023. Elles se composent principalement des bourses à payer (1 911 k€) et des créditeurs divers. Toutes ces dettes sont à moins d'un an.

2.4.7 Produits constatés d'avance et charges à payer

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 66 115 k€ à fin 2023 et sont constitués principalement de :

- Droits de scolarité et exonérations de droits du 2^{ème} semestre de l'année scolaire 2023/2024 (39 032 k€) ;
- Conventions de financement de contributions financières (14 978 k€) ;
- Conventions de financement de mécénat et partenariat (5 097 k€).

Les charges à payer s'élèvent à 17 095 k€ à fin 2023 et sont constituées de :

- Charges sociales et fiscales à payer (8 693 k€) ;
- Factures non parvenues (5 418 k€) ;
- Intérêts courus sur emprunts (933 k€) ;
- Charges à payer diverses (2 051 k€).

2.4.8 Degré d'exigibilité des dettes

Le degré d'exigibilité des dettes (hors dettes auprès des établissements de crédit) est détaillé ci-dessous :

En k€	Montant au bilan	Échéance	
		A moins d'un an	A plus d'un an et A plus de cinq ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 558	7 558	
Dettes sociales et fiscales	18 136	18 136	
Dettes des legs ou donations	2	2	
Dettes sur immobilisations	2 626	2 626	
Avances Subventions	26 307	26 307	
Autres dettes	3 747	3 747	
Produits constatés d'avance	66 115	52 326	13 708
TOTAL	124 491	110 703	13 708
			80

Les dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an s'élèvent à 110 703 k€. Des produits constatés d'avance ont été comptabilisés pour des débouclages entre 2025 et 2029 pour un montant de 13 788 k€.

3. Notes sur le compte de résultat

3.1. Produits d'exploitation

- Les prestations de services s'élèvent à 102 758 k€ et leur ventilation est la suivante :
 - . Scolarité (redevances de scolarité, cycles spécifiques, examens d'admission) (84 423 k€)
 - . Formation Continue et formation en apprentissage (16 571 k€)
 - . Contrats de recherche, réalisations d'études (829 k€)
 - . Parrainages et sponsorings (936 k€)
- Les concours publics et subventions d'exploitation s'élèvent à 95 296 k€ et englobent :
 - . La subvention pour charge de service public (SCSP) du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (68 882 k€)
 - . Les subventions versées pour l'OFCE par le MESR (5 342 k€)
 - . Les subventions de fonds publics nationaux (6 873 k€)
 - . Les subventions versées par les collectivités locales (4 478 k€)
 - . Les subventions de fonds publics UE (6 641 k€)
 - . La taxe d'apprentissage (977 k€)
 - . Autres subventions et concours publics (2 102 k€)
- Les produits issus de la générosité du public s'élèvent à 5 583 k€ et sont constitués de :
 - . Dons des particuliers (1 468 k€)
 - . Mécénat des entreprises (4 115 k€)
- Les consommations des dotations consommables s'élèvent à 200 k€. Elles concernent la consommation du fonds AXA.
- Les contributions financières s'élèvent à 8 007 k€, dont 861 k€ de contributions financières non assorties de conventions.
- Les autres produits s'élèvent à 2 112 k€ au total. Ils englobent notamment les recettes de publications, de locations de locaux, photocopies, droits de bibliothèque et diverses prestations.

3.2. Charges d'exploitation

Le poste "aides financières" comprend principalement les bourses versées soit sur fonds propres (bourses de Sciences Po), soit sur fonds affectés (bourses sur financements extérieurs), les exonérations de droits d'inscription, les subventions octroyées.

3.3. Charges et produits financiers

Les charges financières sont principalement constituées des intérêts des emprunts (4 711 k€) ; les intérêts d'emprunts liés à St Thomas représentent un montant de 3 147 k€ (3 251 k€ en 2022). Elles sont également constituées de dotations pour dépréciation d'un montant de 1 086 k€, cela concerne essentiellement les dépréciations de VMP (228 k€) et du prêt consenti à la Librairie (850 k€).

Les produits financiers sont principalement constitués de revenus de participations (85 k€) et de Valeurs Mobilières de Placements (577 k€).

3.4. Charges et produits exceptionnels

Les charges exceptionnelles (500 k€) sont principalement constituées de la perte des fonds USPC INDEX (292 k€) et des valeurs nettes comptables des immobilisations rebutées du 30 rue Saint Guillaume (162 k€).

Les produits exceptionnels (696 k€) sont principalement constitués des quotes-parts de subventions virées au compte de résultat (618 k€).

3.5. Charges et produits vis-à-vis des filiales

En k€	Librairie des Sciences Politiques	PresSES de la Fondation Nationale des Sciences Politiques	Sciences Po Services
Produits vis-à-vis des filiales	13	32	71
Charges exploitation vis-à-vis des filiales	-259	-25	0
Subventions accordées	0	500	0
TOTAL	-246	507	71

3.6. Contributions volontaires en nature

La FNSP bénéficie de la mise à disposition de personnel MESR (13 099 k€ en 2023) et de personnel CNRS (10 853 k€ en 2023) dont la rémunération est assurée respectivement par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le CNRS. Ces montants correspondent à la rémunération brute chargée. (cf. paragraphe 4.1 effectifs)

D'autre part, elle s'est vu attribuer plusieurs locaux à titre gratuit au fur et à mesure du développement des campus en région dont le montant total évalué représente 5 889 k€ :

- 3 286 mètres carrés pour le campus du Havre laissés à disposition par l'Administration chargée des domaines;
- 4 444 mètres carrés pour le campus de Menton laissés à disposition par la Ville de Menton;
- 2 851 mètres carrés pour le campus de Poitiers laissés à disposition par la Région Nouvelle-Aquitaine;
- 12 085 mètres carrés pour le campus de Reims laissés à disposition par la Communauté urbaine du Grand Reims;
- 3 165 mètres carrés pour le campus de Nancy laissés à disposition par le rectorat de l'académie de Nancy-Metz;
- 1 280 mètres carrés pour le campus de Paris laissés à disposition par l'Administration chargée des domaines.

Ces locaux ont fait l'objet d'une nouvelle évaluation en 2023 par le cabinet d'expertise Bazin qui a rendu ses rapports détaillés sur les différents locaux. Ces rapports mettent en évidence la valeur locative des bâtiments qui est la méthode retenue pour l'évaluation de cette mise à disposition pour chaque campus.

Autres informations

4.1. Effectifs

L'effectif total est de 1 180 salariés à fin 2023 (dont 797 cadres), contre 1 131 personnes à fin 2022. Il s'agit de l'ensemble des salariés de la FNSP inscrits à l'effectif au 31 décembre et calculés en personnes physiques quel que soit leur temps de travail. Sont exclus les fonctionnaires du MESR et du CNRS (mises à disposition) et les vacataires de l'IEP de Paris. Cet effectif correspond à l'effectif de la Dirrecte servant de base aux déclarations trimestrielles de l'emploi.

A cet effectif s'ajoutent les personnels mis à disposition soit 122 pour les personnels MESR (ETP en temps de travail - quotité) sur la base de l'effectif présent au 31/12/2023 et 89 pour ceux du CNRS. Leur rémunération est assurée respectivement par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le CNRS.

L'effectif moyen est de 1 275 pour l'année 2023, contre 1 279 en 2022. Cet effectif moyen est déterminé par le décret de novembre 1983. Il correspond à la moyenne des effectifs mensuels en personnes physiques rémunérés par la FNSP. Sont compris dans cet effectif, l'ensemble des salariés de la FNSP auquel s'ajoutent les intérimaires mais hors vacataires de l'IEP de Paris.

4.2. Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice 2023 s'élèvent à 83 k€ :

- 61 k€ au titre du contrôle légal.
- 22 k€ au titre des services autres que la certification des comptes.

4.3. Tableau des filiales

En k€	Notes de renvoi	Valeur brute des titres 31/12/23	Valeur nette des titres 31/12/23	Capital détenu	Prêts accordés	Comptes courants	Chiffre d'affaires	Capital social	Capitaux propres hors capital social	Résultat du dernier exercice	
Librairie des Sciences Politiques	(1)	299	280	19	99,99%	850	0	809	143	-124	-8
Presse de la FNRP	(2)	191	4	186	99,99%	0	30	762	191	9	27
Sciences Po Services	(2)	37	0	37	100,00%	0		124	37	35	24

(1) exercice clos au 31/08/2023

(2) exercice clos au 31/12/2023

4.4. Engagements hors bilan reçus

- Garantie, à première demande, de la collectivité territoriale Ville de Paris en faveur de la banque Deutsche Pfandbriefbank finançant l'acquisition de l'Hôtel de l'Artillerie. Le montant de la garantie s'élève à 75 % du financement du prix d'acquisition (77 495 k€) soit 58 121 k€ à titre de principal à l'issue de la période de différé d'amortissement, majoré forfaitairement de 10% soit 5 812 k€ couvrant les intérêts, intérêts de retard et autres frais accessoires.

Compte tenu des intérêts courus durant la période intermédiaire, le montant de cette garantie s'élève à 55 348 k€ au 31 décembre 2023 (dont 50 316 k€ à titre principal et 5 032 k€ au titre des intérêts).

- Garantie, à première demande, de la collectivité territoriale Ville de Paris en faveur de la banque Deutsche Pfandbriefbank finançant les travaux de l'Hôtel de l'Artillerie.

Le montant de la garantie s'élève à 75 % du financement des travaux (80 000 k€) soit 60 000 k€ à titre de principal à l'issue de la période de différé d'amortissement majoré forfaitairement de 10% soit 6 000 k€ couvrant les intérêts, intérêts de retard et autres frais accessoires.

Compte tenu des tirages effectués sur l'emprunt travaux, le montant de cette garantie s'élève à 57 678 k€ au 31 décembre 2023 (dont 52 435 k€ à titre principal et 5 243 k€ au titre des intérêts).

Promesses de mécénat d'entreprise et de dons de fondations reçues pour un montant de 3 608 k€ dont 2 359 k€ de la fondation D.R.G. pour le pour la seconde phase du projet CARE.

Conventions de mécénats et de contributions financières pour les montants suivants :

Project Liberty Foundation : 17 500 k\$

Fondation Lambert Mellon : 595 k€

France Télévision : 140 k€

CVEC : 269 k€

Université Metropolitan Oslo : 16 k€

Il s'agit de conventions pluri annuelles pour lesquelles il existe des conditions suspensives. Ces sommes sont acquises dès la condition levée.

4.5. Engagements hors bilan donnés

Les contrats d'emprunts conclus avec la banque Deutsche Pfandbriefbank le 23/12/2016 et le 23/01/2018 prévoient les engagements suivants à la charge de la FNSP :

1/ Sûretés consenties au profit de la Deutsche Pfandbriefbank et de La Banque Postale en garantie des sommes empruntées :

Prêt acquisition du 23/12/2016 :

- Privilège de Prêteur de Deniers (PPD) à hauteur de la première tranche de l'emprunt soit 52 500 k€ majoré forfaitairement de 10 % pour frais accessoire soit 5 250 k€. Ce privilège est inscrit sur l'ensemble immobilier Hôtel de l'Artillerie.
- Hypothèque conventionnelle de l'ensemble immobilier Hôtel de l'Artillerie à hauteur de l'emprunt à rembourser sur la tranche secondaire de 7 500 k€ majoré de 10% soit 750 k€ correspondant aux frais accessoires. Compte tenu du montant de l'emprunt au 31/12/2023 soit 6 488 k€ sur la tranche secondaire, le montant garanti est de 7 137 k€ à fin 2023 (dont 6 488 k€ à titre principal et 649 k€ au titre des frais accessoires)
- Hypothèques des Immeubles situés au 27 et 30 rue Saint-Guillaume à hauteur de 23 000 k€ (comprenant forfaitairement 15% de frais accessoires soit 3 000 k€) au profit de la Deutsche Pfandbriefbank et de la Banque Postale. Compte tenu du montant de l'emprunt, le montant de cette garantie s'élève à 19 288 k€ au 31 décembre 2023 (dont 16 772 k€ à titre principal et 2 516 k€ au titre des frais accessoires).

Prêt travaux du 23/01/2018 :

- Hypothèque conventionnelle de l'ensemble immobilier Hôtel de l'Artillerie à hauteur de 60 000 k€ majoré de 10% soit 6 000 k€ correspondant aux frais accessoires. Compte tenu du montant de l'emprunt au 31/12/2023 soit 69 913 k€, sur la tranche secondaire le montant garanti est de 57 678 k€ à fin 2023 (dont 52 435 k€ à titre principal et 5 243 k€ au titre des frais accessoires)
- Hypothèques des Immeubles situés au 56 rue des Saints Pères et du 13 Rue de l'Université à hauteur de 23 000 k€ (comprenant forfaitairement 15% de frais accessoires soit 3 000 k€) au profit de la Deutsche Pfandbriefbank et de la Banque Postale. Compte tenu du montant de l'emprunt au 31/12/2023 soit 69 913 k€, sur la tranche secondaire le montant garanti est de 20 100 k€ à fin 2023 (dont 17 478 k€ à titre principal et 2 621 k€ au titre des frais accessoires)

2 / Provision pour indemnité de retraite :

+2 843 k€ de gains actuariels non encore reconnus, et qui seront reconnus en résultat selon la méthode décrite en 2.3.6.1

3/ Autres garanties :

- Nantissement du principal compte courant bancaire en garantie des paiements ;
- Cession Dailly des indemnités d'assurances au titre des polices souscrites par la FNSP pour l'Artillerie ;

L'acte de cession du 23/12/2016 prévoit par ailleurs les engagements de la FNSP suivants :

- Versement d'un complément de prix à l'Etat si la surface utile du bien s'avérait supérieure à 14 582 m² (surfaces brutes) à l'achèvement des travaux et ce, dans un délai de 10 ans à compter de la signature de l'acte ;
 - Obligation d'affecter le bien aux activités de Sciences Po pendant 30 ans et à une activité d'enseignement supérieur et de recherche pendant une période supplémentaire de 20 ans. Les loyers versés par des occupants dont les activités seraient autres seraient reversés à l'Etat.
 - En cas de revente de l'hôtel de l'Artillerie trente ans après la date de signature de l'acte, 100 % de la plus-value nette devra être reversé à l'Etat, cette part passant à 50% à l'issue de cette période.
 - Dans le cadre des emprunts Artillerie, l'Emprunteur s'engage, à ce qu'à chaque Date de Test, le Ratio ADCSR Futur et le Ratio ADCSR Historique soient supérieurs ou égaux à un virgule dix (1,10), le ratio LLCR soit supérieur ou égal à un virgule quinze (1,15) et le ratio LTV soit inférieur ou égal à cinquante pour cent (50%). Les dates de test pour le Ratio LLCR et le Ratio ADCSR Futur surviendront à chaque fin de semestre, à compter du 31 décembre 2021. Le ratio ADCSR Historique a été calculé pour la première fois au 31/12/2022.
- À la suite de la signature d'avenants aux contrats de prêt en date du 20 décembre 2023, il a été décidé de supprimer les effets d'un non-respect du Ratio ADCSR Historique minimum et du Ratio ADCSR Futur minimum, qui ne pourront plus être constitutifs d'un Cas d'Exigibilité Anticipée. Ces ratios ne seront désormais fournis qu'à titre de simple information à chaque Date de Test.
- En contrepartie, les Emprunteurs ont proposé de substituer à ces engagements financiers un nouvel engagement financier relatif au maintien à tout moment par l'Emprunteur d'un montant minimum de trésorerie de 50 (cinquante) millions d'euros, correspondant à l'équivalent de 5 ans de service de la dette.

Définitions des ratios :

"Ratio ADCSR Futur" désigne, à une Date de Test donnée, le rapport entre :

- (a) le Cash-Flow Futur sur une période de test de douze (12) mois débutant à la Date de Test (exclue) (au numérateur) ; et
- (b) le Service de la Dette sur la même période que celle visée au (a) (au dénominateur).

"Ratio ADCSR Historique" désigne, à une Date de Test donnée, le rapport entre :

- (a) le Cash-Flow Historique sur une période de test de douze (12) mois s'achevant à la Date de Test (incluse) (au numérateur) ; et
- (b) le Service de la Dette sur la même période que celle visée au (a) (au dénominateur).

"Ratio LLCR" désigne, à une Date de Test donnée, le rapport entre :

- (a) la valeur actuelle nette (actualisée au taux moyen de l'ensemble de la Dette Financière Ratios de l'Emprunteur) du Cash-Flow Futur calculé jusqu'à la Date d'Échéance Finale majorée du solde du Compte de Réserve à la Date de Test donnée (au numérateur) ; et
- (b) l'encours de l'ensemble de la Dette Financière Ratios de l'Emprunteur à la Date de Test considérée (au dénominateur).

"Ratio LTV" désigne, à une Date de Test donnée, le rapport entre :

- (a) l'Encours de la Tranche B des emprunts (au numérateur) ; et
- (b) la Valeur de Marché des Immeubles données en hypothèques telle que déterminée par l'Expert Immobilier dans le dernier Rapport d'Expertise remis à l'Agent (au dénominateur)

- Au cours de l'exercice 2023 la FNSP a émis deux cautions internationales au profit du département US Education dans le cadre des Federal Loans pour des montants respectifs de 561 k\$ et 150 k\$

5. Tableau de rapprochement entre le compte de résultat et le Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD)

Ce tableau permet de rapprocher l’affectation des charges présentées dans le compte de résultat du présent document avec le CROD et ainsi répartir les charges entre Missions Sociales, Frais de recherches de Fonds et Frais de Fonctionnement.

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION AU 31 DECEMBRE 2023 (en K€)

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales						Frais de fonctionnement	Dotations aux provisions	Reports en fonds dédiés	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger		Frais de recherche de fonds					
	par l'organisme	versements à d'autres organismes	par l'organisme	Versements à d'autres organismes	Générosité du public	Autres ressources				
Autres achats et charges externes	42 995			22	107	175	2 065			45 364
Aides financières	14 200						4			14 203
Impôts, Taxes et versements assimilés	1 154				3	21	1 099			2 276
Salaires et Traitements	71 721				198	952	14 061			86 932
Charges sociales	32 523			3	104	484	6 917			40 031
Dotations aux amortissements et dépréciations	7 918				12	34	2 203	4 781		14 948
Reports en fonds dédiés									10 778	10 778
Autres charges	1 209			0	5	43	1 092			2 349
Charges financières	19						4 742	1 086		5 846
Charges exceptionnelles	60			9			431			500
TOTAL	171 800	0	0	34	429	1 709	32 613	5 867	10 778	223 229

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales		Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionnement	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France	Réalisées à l'étranger			
	5 889				5 889
Secours en nature	23 952				23 952
Mises à disposition gratuites de biens					
Prestations de services					
TOTAL	29 841	0	0	0	29 841

6. Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD)

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION AU 31 DECEMBRE 2023 (en K€)

A. PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	31/12/2023		31/12/2022	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1. Produits liés à la générosité du public				
1.2. Dons, legs et mécénat				
- dons manuels	1 468	1 468	1 610	1 610
- legs, donations et assurances-vie	0	0		
- mécénat	4 115	4 115	3 880	3 880
1.3. Autres produits liés à la générosité du public				
2. Produits non liés à la générosité du public				
2.1. Cotisations avec contrepartie	936		1 119	
2.2. Parrainage des entreprises	8 207		10 191	
2.3. Contributions financières sans contrepartie	105 374		96 424	
2.4. Autres produits non liés à la générosité du public				
3. Subventions et autres concours publics	95 296		92 477	
4. Reprises sur provisions et dépréciations	2 576		2 510	
5. Utilisation des fonds dédiés antérieurs	7 931	2 996	9 163	3 579
TOTAL	225 903	8 579	217 375	9 069
CHARGES PAR DESTINATION				
1. Missions sociales				
1.1. Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versement à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	171 800	2 404	162 014	4 480
1.2. Réalisées à l'étranger	34		166	
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versement à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
2. Frais de recherche de fonds				
2.1. Frais d'appel à la générosité du public	429	429	438	438
2.2. Frais de recherche d'autres ressources	1 709		1 735	
3. Frais de fonctionnement	32 613		33 635	
4. Dotations aux provisions et dépréciations	5 867		4 168	
5. Reports en fonds dédiés de l'exercice	10 778	5 746	13 101	4 151
TOTAL	223 229	8 579	215 258	9 069
EXCÉDENT OU DÉFICIT	2 674	0	2 117	0

B. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	31/12/2023		31/12/2022	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1. Contributions volontaires liés à la générosité du public				
Prestations en nature				
Dons en nature				
2. Contributions volontaires non liées à la générosité du public				
3. Concours publics en nature				
Prestations en nature	29 841		27 333	
Dons en nature				
TOTAL	29 841		27 333	
CHARGES PAR DESTINATION				
1. Contributions volontaires aux missions sociales				
Réalisées en France	29 841		27 333	
Réalisées à l'étranger				
2. Contributions volontaires à la recherche des fonds				
3. Contributions volontaires au fonctionnement				
TOTAL	29 841		27 333	

7. Compte Emplois Ressources (CER)

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
COMPTES D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC AU 31 DECEMBRE 2023 (en K€)

EMPLOIS PAR DESTINATIONS	31/12/2023	31/12/2022	RESSOURCES PAR ORIGINE	31/12/2023	31/12/2022
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1. Missions sociales			1. Ressources liées à la générosité du public		
1.1. Réalisées en France			1.1. Cotisations sans contrepartie		
- Actions réalisées par l'organisme			1.2. Dons, legs et mécénat	1 468	1 610
- Versement à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en	2 404	4 480	- dons manuels		
1.2. Réalisées à l'étranger			- legs, donations et assurances-vie		
- Actions réalisées par l'organisme			- mécénat	4 115	3 880
- Versement à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à			1.3. Autres produits liés à la générosité du public		
2. Frais de recherche de fonds	429	438			
2.1. Frais d'appel à la générosité du public					
2.2. Frais de recherche d'autres ressources					
3. Frais de fonctionnement					
TOTAL DES EMPLOIS	2 833	4 918	TOTAL DES RESSOURCES	5 583	5 490
4. Dotations aux provisions et dépréciations			2. Reprises sur provisions et dépréciations		
5. Reports en fonds dédiés de l'exercice	5 746	4 151	3. Utilisation des fonds dédiés antérieurs	2 996	3 579
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	8 579	9 069	TOTAL	8 579	9 069

RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEBIES)	31/12/2023	31/12/2022
(+) Excédent ou (-) Insuffisance de la générosité du public		
(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEBIES)	0	0

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	31/12/2023	31/12/2022
EMPLOIS DE L'EXERCICE		
1. Contributions volontaires aux missions sociales		
Réalisées en France		
Réalisées à l'étranger		
2. Contributions volontaires à la recherche des fonds		
3. Contributions volontaires au fonctionnement		
TOTAL	0	0

RESSOURCES DE L'EXERCICE	31/12/2023	31/12/2022
1. Contributions volontaires liées à la générosité du public		
Prestations en nature		
Dons en nature		

FONDS DEBIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	31/12/2023	31/12/2022
FONDS DEBIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	6 413	5 841
(-) Utilisation	-2 996	-3 579
(+) Report	5 746	4 151
FONDS DEBIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	9 163	6 413

8. Annexe au CROD et CER

La Fondation fait appel, depuis 2007, à la générosité du public et plus particulièrement auprès des diplômés de l'Institut.

L'exercice 2023 ne présente pas d'événements majeurs.

8.1. Présentation générale du CROD & CER

Pour le CROD comme pour le CER :

- Les tableaux sont établis en milliers d'euros (k€) ;
- Les charges sont réparties entre les missions sociales en France et à l'étranger, les frais de recherche de fonds (et de gestion) liés à la collecte des ressources et, enfin, les frais de fonctionnement ;
- Ils permettent d'identifier l'excédent ou le déficit lié à la générosité du public ;

Le CER permet de suivre, d'un exercice à l'autre, le report des sommes collectées auprès du public, disponibles pour une utilisation ultérieure. Le CER 2023 présente les « ressources reportées liées à la générosité du public » en début et fin d'exercice. Ce stock est nul, l'ensemble des ressources issues de la générosité du public est consommé sur l'exercice ou constaté en fonds dédiés à la clôture le cas échéant.

8.2. Processus d'élaboration du CROD et CER

La définition des missions sociales relève des statuts de Sciences Po et leur mise en œuvre est assurée par la gouvernance de la Fondation en respect des dispositions statutaires. Les quatre missions institutionnelles sont présentées au §1.1 « Informations relatives à la fondation ».

La FNSP dispose d'une comptabilité analytique (chaque centre de gestion et de responsabilité -CGR- est rattaché à une mission institutionnelle) lui permettant de déterminer l'utilisation des ressources de manière précise. Les emplois font l'objet d'une décomposition analytique précise. Afin d'affecter les charges indirectes, des clefs de répartition ont été définies. Ces clefs sont en lien avec les moyens d'exploitation à répartir. Ainsi, les effectifs, les mètres carrés utilisés, les dépenses, etc. constituent, selon la nature des charges indirectes, des critères de répartition de ces dernières. Ces clefs sont analysées et actualisées chaque année. La fondation répartit ainsi les dépenses transversales entre frais de fonctionnement, frais de recherche et de traitement des ressources.

8.3 Détail des ressources collectées auprès du public

Les ressources collectées auprès du public s'élèvent à 5 583 k€ dont 1 468 k€ de dons manuels et 4 115 k€ de mécénats (cf. §3.1 Produits d'exploitation).

8.4 Modalités de répartition des emplois et des ressources

Les ressources liées à la générosité du public s'entendent des dons réalisés :

- par les particuliers lors de campagnes d'appel à la générosité du public sous forme de mailings, de e-mailing, ou de communications sur le site Internet de la Fondation,
- dans le cadre du mécénat des entreprises.

Les « autres produits liés à la générosité du public » comprennent notamment les produits financiers liés aux placements temporaires des dons.

La répartition des emplois de l'exercice entre missions sociales, frais de recherche de fonds et frais de fonctionnement est assurée grâce à l'analytique dont dispose la FNSP.

En ce qui concerne les frais d'appel à la générosité du public, la Fondation a assuré la totalité du financement à partir des produits des dons non affectés retirés des campagnes d'appel. En outre, les frais de recherche investis pour le développement de l'activité de collecte de fonds permettent de faire connaître les besoins en financement de l'Institution et renforcent les liens de confiance avec les donateurs tant en France qu'à l'étranger.

Les fonds collectés issus de la générosité du public ont permis, notamment, d'attribuer des bourses et des aides au logement au bénéfice des étudiants, de soutenir les activités des écoles et la recherche, notamment, en favorisant la venue de Professeurs invités étrangers et la mobilité de jeunes chercheurs.

8.5 État des effectifs bénévoles s'il y a appel public au bénévolat

Il n'y a pas de bénévole.